



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-68 - Séance du 06 septembre 2018

ACTES

4. Fonction publique

4.4 Autres catégories de personnels

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	24
28	19	24	Contre	0
			Abstention	0

L'an 2018, le 06 septembre à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 30 août 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 31 août 2018.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna.

Pouvoirs de : RODENAS François pour SOULIER Alain, JODAR Mélissa pour BASSO Béatrice, MARTINEZ Mickaël pour GAUTIER Sandrine, DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc, MICHEL Yves pour FOUREL Sylvain.

Absents : PEETERS Fabien – SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane - PERRIER Thierry.

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-68 – RESSOURCES HUMAINES : CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Madame Aline DESTAILLATS, Conseillère Municipale déléguée aux affaires scolaires expose :

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,
VU le Décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,
VU le Décret n°93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,
VU l'avis donné par le Comité Technique, en sa séance du 29 août 2018.

CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

CONSIDÉRANT qu'à l'appui de l'avis favorable du Comité technique, il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

DÉCIDE le recours au contrat d'apprentissage,

DÉCIDE de conclure dès la rentrée scolaire 2018, un contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant :

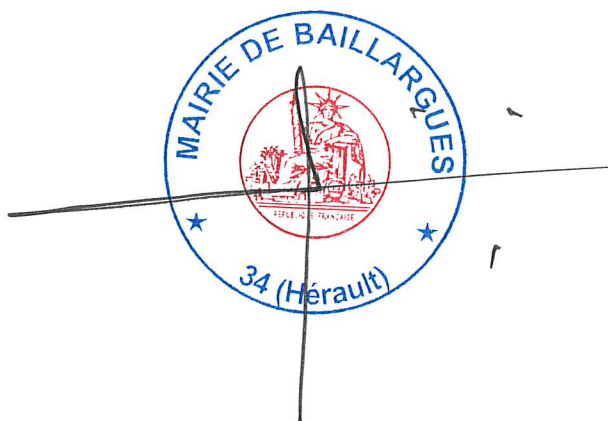
Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
Communication	1	BTS audiovisuel – développeur intégrateur de média interactif.	2 ans

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

Pour extrait conforme,
Le 10 septembre 2018,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le []
- de sa publication le []

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 14/09/2018

Reçu en préfecture le 14/09/2018

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20180910-DLM2018_68-DE

